

# Madagascar : Survol hebdomadaire de la presse francophone

## N°20 (du 16 au 20 mai 2011)

### La crise politique

◆ **Périple présidentiel en Afrique australe.** Andry Rajoelina a enfin obtenu une entrevue avec le président de l'Afrique du Sud, puissance régionale de la Sadc. Le passage du président de la Transition à Paris aurait permis la concrétisation du rendez-vous, la France souhaitant voir l'Afrique du Sud prendre des initiatives. La tournée africaine de la délégation s'est poursuivie à Luanda et à Kinshasa.

◆ **Le conseiller diplomatique d'Andry Rajoelina, nouvellement nommé, remet sa démission.** Le Franco-malgache Paul Maillot Rafanoharana a démissionné à l'issue de la tournée européenne d'Andry Rajoelina dont il affirme être l'initiateur. L'ancien saint-cyrien explique que sa nomination faisait de l'ombre à certains hommes de l'entourage présidentiel, que certains vont jusqu'à qualifier de mafieux.

◆ **Les co-présidents de l'assemblée parlementaire paritaire ACP-UE chargent la Transition à quelques jours du Sommet de la Sadc du 20 mai.** Louis Michel, co-présidents, persiste dans sa condamnation du régime. « *J'attends toujours que la communauté internationale mette une pression maximale sur ceux qui, par exemple, ont pris le pouvoir par un coup d'État à Madagascar* », a-t-il lancé. L'ancien commissaire en charge du Développement critique le choix d'avoir invité les dirigeants de la Transition au Sommet des PMA en Turquie. Louis Michel est soupçonné par le pouvoir d'être proche de Marc Ravalomanana.

◆ **Marc Ravalomanana demande à la Sadc de rejeter la feuille de route.** Selon lui, la feuille de route proposée par Leonardo Simão, créerait « *un précédent dangereux* » pour la démocratie. Il estime que toute personne arrivée au pouvoir par la force ne devrait pas présider la Transition.

◆ **Vaines interpellations des évêques.** Réunis dans un recueil, les textes de la hiérarchie catholique de 2006 à 2010 constituent un document précieux pour une meilleure compréhension de la crise actuelle. « *De 2006 à 2010, les évêques et autres responsables se sont inquiétés de l'appauvrissement de la population et de la montée des tensions. Leurs mises en garde ont été vaines. Mais depuis que la crise a éclaté, l'Église catholique n'a pas davantage été entendue* », indique Sylvain Urfer. Pour les évêques, « *le succès de cette transition* » est conditionné par la non-candidature de tous ceux qui dirigent le pays durant cette période.

◆ **Le Mouvement des ecclésiastiques (HMF) prône la réconciliation et le grand pardon.** « *Il devrait revenir aux dirigeants religieux de conduire la démarche pour leur concrétisation* », a déclaré le pasteur Randriamisata en présence de dirigeants politiques de différentes tendances. Le HMF a obtenu l'autorisation de tenir un culte pour la Nation le 20 mai, jour du Sommet de la Sadc. C'est la première fois qu'une telle demande est approuvée pour un rassemblement qualifié de culturelle par la commune et la préfecture de Police. Pour le coordonnateur du HMF, cette date symbolise aussi le premier anniversaire de l'affrontement à Fort Duchesne entre l'Emmo/Reg et les éléments de la FIS, d'un côté, et les éléments dissidents de la FIGN de l'autre. Les organisateurs prévoient de réaliser sur scène la reproduction d'émissions de *Radio Fahazavana*, une initiative qui contreviendrait aux engagements pris avec la préfecture de police.

◆ **L'opposition organise de nouvelles manifestations après son échec du 13 mai,** jour anniversaire des événements de 1972. Elle n'hésite pas à affirmer qu'avec sa nouvelle organisation, le « *Rodobe* », elle parviendra à mettre fin au régime de Transition. Le président de l'AMM a déclaré que la démarche s'effectuera en deux étapes. Après l'éviction d'Andry Rajoelina, les anciens présidents en exil rentreront au pays. Un retour précédé par la libération des détenus politiques. Les partisans du Mouvement des Malgaches pour la patrie sont descendus dans la rue deux jours de suite à Anosy mais ils ont été très rapidement dispersés par les forces de l'ordre. Albert Zafy a lancé un appel aux magistrats en faveur de la libération des détenus politiques. Il se dit satisfait : la communauté internationale a pu constater, à la veille du Sommet de la Sadc, que la liberté d'expression n'est pas reconnue à Madagascar.

◆ **Andry Rajoelina seul juge du sort de Marc Ravalomanana ?** *La Gazette* note que lors de son interview à Paris, il est resté inflexible sur l'éventualité d'une amnistie qui permettrait à celui-ci de se présenter à la présidentielle, déclarant : « *tout crime de sang n'est pas amnistiable, nous sommes pour le pardon, mais pas pour l'impunité* ». Sur *TV5 Monde*, Andry Rajoelina a confirmé fermement ses dires : « *Utiliser des armes contre ses concitoyens est impardonnable car équivaut à une haute trahison* ». Pour le quotidien, cette formulation donne d'abord à penser qu'Andry Rajoelina a la haute main sur le cas de Marc Ravalomanana et décide à lui tout seul du sort de ce dernier, sans aucune considération pour l'indépendance de la justice.

◆ **Le régime de Transition organisera les scrutins quelle que soit la décision de la Sadc.** « *Notre souhait est de mettre fin à une crise qui s'éternise. Les scrutins sont une chose, la feuille de route en est une autre. Quoiqu'il arrive, j'ai déjà annoncé que le peuple malgache poursuit la préparation des élections* », a déclaré Andry Rajoelina à son retour d'Afrique du Sud et d'Angola.

◆ **Enquête sur l'attentat du véhicule présidentiel : un membre du GTT mis en cause.** Le directeur de la DST a révélé qu'un membre du GTT-France serait le poseur de bombe. Cette personne, est actuellement en fuite à l'étranger. Lors des enquêtes, le nom de Mamy Rakotoarivelo a encore une fois été cité comme le commanditaire d'actions visant à éliminer le président de la HAT.

◆ **Un nouveau notam de 90 jours émis à l'encontre de Marc Ravalomanana.** Il interdit aux compagnies d'embarquer l'exilé de l'Afrique du Sud, tombe immédiatement après l'expiration du premier. Un nouveau notam serait en gestation à l'encontre de Didier Ratsiraka, dont le premier document expirera le 25 mai.

◆ **Université d'Antananarivo : heurts entre étudiants et militaires.** Les forces de l'ordre ont violé la franchise universitaire. Les étudiants exigent que soit fixée la date de rentrée pédagogique pour l'ensemble des filières. Ils condamnent la décision d'opérer des rentrées « sélectives ». La rentrée « administrative » a eu lieu le 16 mai. Le syndicat des enseignants-chercheurs (Seces) n'a pas encore obtenu totale satisfaction de ses revendications catégorielles. Il est suspecté par le pouvoir de collusion avec l'opposition.

◆ **Le ton monte de nouveau au CAPSAT** pour dénoncer la mauvaise gestion et les promesses non tenues à l'endroit des militaires. Le 3 mai, Andry Rajoelina, accompagné du ministre des Forces Armées et le Cemgam, avait fait le déplacement pour faire don des tenues militaires et d'équipements. 15 jours après, des sous-officiers haussent le ton sur la gestion de ces dons en pointant du doigt de hauts responsables militaires.

## Droits humains, gouvernance

◆ **Amnistie : une dizaine de propositions à traiter.** Les Commissions du Parlement auront une dizaine de propositions de loi issues de diverses tendances à examiner, en vue d'élaborer une synthèse à transmettre au gouvernement. Mais dans ce cadre, il reste à préciser la mission qui sera dévolue au futur « *Comité pour le Fampihavanana malagasy* » (CFM), dont la création est stipulée dans la nouvelle Constitution.

◆ **La foule crucifie deux délinquants récidivistes.** A Ikongo, dans le Sud-est, une foule de près de 3.000 personnes a lynché, crucifié et découpé deux délinquants qui étaient détenus à la maison centrale. La prison a été prise d'assaut par une horde d'habitants en furie, réclamant que les gardiens leur livrent les deux détenus. Après plusieurs heures, le gardien-chef a dû s'exécuter. La foule s'est alors violemment attaquée aux deux délinquants. Lynchés, ils ont ensuite été crucifiés et leurs corps ont été découpés en morceaux.

◆ **Des fillettes à vendre sur le marché des marchands de zébus.** Elles sont proposées sur des marchés à 300 km au Nord-est de la capitale. Ces fillettes de 10 à 13 ans sont vendues par leurs parents aux riches marchands de zébus au prix minimum de 300.000 Ar. Elles défilent sur le marché en même temps que les zébus proposés à la vente. Après que ces marchands aient fait leur choix, elles deviennent leurs légitimes épouses, les autres sont à nouveau proposées jusqu'à ce qu'elles trouvent « *preneur* ». D'autres régions pratiquent ce commerce, comme dans le Nord-ouest. Cette coutume permet aux familles démunies de se soustraire à leur obligation d'éducation et de marier leurs filles avant leur majorité.

◆ **La Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) pour la professionnalisation des médias.** La fondation allemande, très présente à Madagascar, a organisé une formation à l'intention des journalistes sur le thème de l'éthique. L'objectif étant de « *contribuer au développement des médias professionnels à Madagascar* » a annoncé son représentant.

◆ **La présidence adresse une note aux ministères leur ordonnant de ne faire paraître leurs annonces que dans les journaux de « bonne réputation ».** Pour *L'Express*, « *On ignore ce qu'il entend par ce terme, toujours est-il que cette mesure ressemble à celle prise par le Premier ministre mauricien Ramgoolam qui interdit à toutes les institutions mauriciennes de faire des annonces dans l'Express de Maurice* ». *La Gazette*, journal d'opinion, s'étonne d'avoir été placé dans cette catégorie.

## Economie - Social

◆ **Promotion des atouts malgaches en Chine.** Des actions de promotion ont marqué la visite de la délégation du Centre d'Etudes Diplomatiques et Stratégiques (CEDS) en Chine. Les secteurs à forte potentialités d'investissement ont été mis en avant, comme l'agrobusiness, les mines, l'énergie, les infrastructures et le tourisme. La diversité climatique combinée à la variété des sols est propice à différents types de culture et les ressources minières sont considérables. « *L'investissement devrait être orienté vers le renforcement de capacité en technologie de transformation et l'exploitation à grande échelle* », a indiqué le chef de délégation, en soulignant que seuls 5 % de la superficie du pays sont exploités pour l'agriculture.

◆ **Séjour parisien d'Andry Rajoelina : ce fut aussi un déplacement d'affaires.** Il a eu des entretiens avec des investisseurs internationaux, notamment avec Unibra, propriétaire de la marque de bière Skol (concurrente de la THB de la Star). Le groupe évolue également dans la gestion de portefeuilles et l'immobilier de qualité aux Etats-Unis et en Belgique. Il a eu également eu un entretien avec Julien Balkany, financier qui dirige un fonds d'investissements et est aussi le vice-président du CA de la société pétrolière Treador Resources. La HAT est confrontée à des problèmes d'approvisionnement en produits pétroliers, aggravée par sa politique de fixation autoritaire des prix à la pompe. Andry Rajoelina est à la recherche d'un contrat à long terme avec une major. Julien Balkany est le demi-frère de Patrick Balkany, maire de Levallois-Perret et ami intime de Nicolas Sarkozy.

◆ **Le marché du carbone pourrait constituer une source de financement pour le pays mais des obstacles restent à lever.** L'Etat pourrait gagner 6 millions de dollars par an pour ses 9 millions d'ha de forêt, selon l'Alliance Voahary Gasy. Cependant, « *jusqu'ici, des entités internationales négocient les crédits carbone pour Madagascar. Aucun organisme malgache n'est recensé dans ce domaine, bien que les propriétaires fonciers soient les premiers bénéficiaires de ce mécanisme* », indique le coordinateur national. Il est urgent de former des techniciens et d'adapter le cadre juridique. Le développement de ce domaine repose aussi sur la transparence des informations. « *Il est essentiel de connaître l'organisme de vente, la somme obtenue réellement, les projets qui ont fait l'objet de financement* », soutient le coordinateur. Pour le moment, un seul contrat de vente a été établi, avec la société Dell.